Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 251

Artikel: Une sainte alliance incongrue face à l'Université
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1027995

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Que savons-nous de la Suède?

Nous apprenons, tardivement, que l'ambassade de Suède à Berne avait chargé un institut de sondage de la renseigner, en 1972, sur l'attitude de la population suisse à l'égard de la démocratie nordique. Les résultats devaient permettre de resserrer les liens politiques, économiques et culturels entre nos deux pays.

Il semble, d'après les résultats, que les Suisses s'intéressent peu à la Suède et n'en savent pas grand-chose. La sympathie pour la Suède est plus grande en Suisse alémanique qu'en Suisse romande. C'est la catégorie de personnes âgées de trente à quarante-neuf ans qui manifeste le plus de sympathie, alors que les apprentis et étudiants, ainsi que les personnes de plus de cinquante ans n'ont que peu d'attirance pour la Suède. Est-ce une habitude pour les Etats étrangers (nous avons déjà parlé d'une enquête au sujet de l'Afrique du Sud) de se renseigner, par des moyens d'ailleurs parfaitement légaux, sur l'attitude de l'opinion publique. Mais où est la limite ?

Socialisme et entreprise

Des cadres français, sensibilisés par les événements de mai 1968, ont constitué, il y a près d'une année, un groupement proche du Parti socialiste sans y être officiellement associé, qui porte le nom que nous avons choisi comme titre. Ils organisent les 1er et 2 décembre, à Paris, des journées d'études sur le thème : « Les cadres dans la réflexion et l'action socialistes ».

Trois sujets seront examinés en commission :

1. Rôle des cadres dans le contrôle de l'économie;
2. Contribution à la définition d'une doctrine socialiste de l'entreprise;
3. L'engagement des cadres dans la vie publique.

Les papiers préparatoires contiennent de nombreuses idées qui méritent d'être étudiées par la gauche si elle veut sortir des modèles traditionnels qui ne lui ont pas permis de devenir majoritaire.

Prenons par exemple le texte sur « L'entreprise et les apporteurs de capitaux à risque ». L'apport de capitaux risqués y est considéré comme une fonction importante. La rémunération du capital doit être supérieure à la rémunération courante de l'épargne. « Mais il ne doit pas y avoir coïncidence obligatoire, indéfinie et sans recours entre l'apport de capitaux et le pouvoir de direction dans l'entreprise; les capitaux apportés et transformés en moyens de production ne confèrent pas un droit de propriété sur la nouvelle personnalité juridique que constituent l'entreprise et les hommes qui la composent ». Voilà un diagnostic qui mérite réflexion et qui, en tout cas, met en lumière des aspects du pouvoir dans l'entreprise à clarifier.

Un collectif de contrôle

A noter aussi, des propositions originales sur la création dans les entreprises importantes d'un collectif de contrôle représentant les parties prenantes de l'entreprise et où les salariés seront majoritaires : « Le collectif de contrôle vérifiera la qualité et l'exactitude de l'information économique et sociale fournie par les dirigeants. Il publiera dans l'entreprise les rémunérations des dirigeants... »

Existe-t-il en Suisse des cadres supérieurs qui, ayant rallié la gauche ou des milieux proches, pourraient porter une telle analyse et lui donner un retentissement concret ? La question se pose, lorsque l'on voit, et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres, stagner le débat sur la participation dans les entreprises.

FRIBOURG

Une sainte alliance incongrue face à l'Université

Décidément, l'université n'est pas l'enfant chéri des députés du Grand Conseil fribourgeois. Les élus de ce canton se sont en effet livrés récemment à une saignée de taille dans son budget et ont marqué par là une hostilité latente vis-à-vis de l'institution. Même dans les rangs socialistes, parti qui défend pourtant une politique responsable de développement des institutions scolaires, certains députés n'ont pas hésité à déterrer la hache de guerre, et à joindre par là leurs voix à la droite la plus conservatrice.

Les conséquences financières des décisions prises par les députés fribourgeois au chapitre du budget de l'Instruction publique et des Cultes sont les suivantes en ce qui concerne l'université.

Les « économies » (les chiffres indiqués ci-dessous représentent les sommes dont seront amputés les postes en question) :

— *Chancellerie, achat de mobilier et machines :*	*1 150.—*
— *Traitements des assistants :*	*400 000.—*
— *Achat de mobilier et de machines :*	*7 490.—*
— *Achat et entretien des appareils :*	*113 120.—*
— *Frais de déplacements :*	*4 800.—*
— *Subventions aux Instituts :*	*150 000.—*
Les recettes :	
— *Taxes de cours :*	*+ 250 000.—*

L'examen attentif des autres postes touchés, qui vont de la direction à la conservation des monuments historiques, en passant par l'enseignement primaire, les archives d'Etat ou le service archéologique, montre que ce sont particulièrement les « frais de déplacements » qui sont diminués.

Source de tout ce branle-bas, la volonté de limiter les dépenses universitaires pour dégager des ressources nouvelles en faveur des hôpitaux de districts en fort mauvaise posture ; la cause de la santé publique est certes plus populaire que celle de la formation universitaire, surtout en période électorale. Mais sur cette toile de fond sont bien vite venus se greffer des motivations d'un tout autre ordre qui révèlent bien les dessous du climat politique fribourgeois.

1. L'université, c'est la ville et ses professeurs. Dès lors, sur la question du budget de l'université peut très vite se reconstituer l'opposition ville-campagne surtout dans le cadre de ce Grand Conseil où siègent principalement des représentants ruraux. Le député Morard (dc) n'a donc eu aucune peine à battre le rappel des milieux catholiques intégristes qui refoulent comme la peste toute activité scientifique qui risquerait de remettre en question la foi traditionnelle et sécurisante telle qu'elle est enseignée par Mgr l'évêque. Dans un canton où les finances publiques sont si pauvres, sacrifier plus de 10 millions de francs à une institution qui a parfois l'audace de laisser passer timidement une idée nouvelle, voilà qui ne saurait être toléré.

2. Les radicaux s'attachent aux chiffres et ne s'embarrassent pas de questions morales. Actuellement dans l'opposition, ils jugent l'activité gouvernementale et administrative beaucoup trop dispendieuse et sont prêts à couper des crédits partout où la résistance s'avère molle. Ce ne sont pas les arguments timides et inconsistants du conseiller d'Etat Aebischer qui ont pu freiner leur fureur d'austérité.

3. Quant au socialiste Macheret, il a proposé et obtenu que la taxe de cours soit élevée de 50 % pour les étudiants étrangers. Une telle mesure est tout à fait arbitraire, discriminatoire et ségrégationiste ; si elle venait à être appliquée, il faut espérer qu'elle serait contestée auprès du Tribunal fédéral pour violation de l'égalité devant la loi. Il subsiste cependant que près du tiers des étudiants de l'Université de Fribourg sont étrangers, et qu'une telle situation provoque un certain malaise dans la population.

Plus qu'une marque de mauvaise humeur ou un incident de parcours, la convergence de ces trois tendances montre bien sur quels thèmes concrets peuvent se reconstituer au-dessus des partis une soudure des éléments les plus conservateurs. Que cela serve de sonnette d'alarme à ceux qui voient d'un très mauvais œil ces alliances temporaires, trompeuses et dangereuses.

LA SEMAINE
DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Agonie

L'agonie du groupe « AZ » se poursuit et ne prendra fin qu'au 31 décembre avec le démembrement, la mort de l'édition zurichoise, la création de nouveaux cercles de collaboration et la participation de « TW » à un de ces groupements.

Il conviendra dans quelques semaines d'établir un bilan, mais en attendant voici quelques faits : Le tirage du « Volksrecht » était de 11 500 exemplaires en 1968 ; en août 1973, son successeur, « AZ » de Zurich, n'en comptait plus que 6255. Il disparaîtra. Un hebdomadaire prend la relève. Selon les « Basler Nachrichten » (273) les frais annuels sont budgétés 434 000 francs (8 pages) et le déficit prévu sera situé entre 35 000 et 150 000 francs. L'imprimerie coopérative de Zurich (GDZ) assume une garantie de déficit de 100 000 francs au maximum.

« Solothurner AZ » continue comme quotidien. Il a conquis plus de 400 nouveaux abonnés depuis le 1er juillet. La souscription a déjà rapporté plus de 17 000 francs.

« TW » (Berne) inaugurera sa nouvelle formule le 5 décembre : parution 5 jours par semaine, nombre de pages minimum, impression sur cinq colonnes. Si l'on a choisi le mois de décembre pour le lancement, c'est évidemment pour permettre aux abonnés de juger avant de renouveler leur abonnement. Combien d'entre eux préféreront-ils les forêts abattues à un journal concentré ? Tirage contrôlé à fin septembre : 11 443 exemplaires.

Indiscutablement, la débâcle de la presse socialiste démontre que la gauche démocratique ignore tout de la politique des moyens de communication.

« Xénophobie » à Turin

— La « Neue Zürcher Zeitung » (539) parle de la surpopulation « étrangère » à Turin où l'attitude à l'égard des immigrants, principalement du Sud, ressemble étrangement à des attitudes constatées dans d'autres pays, en Suisse notamment.

— « Die Weltwoche » (48) publie une étude sur Sion, une ville qui cherche son identité. Selon Rolf Urs Ringger, l'auteur du texte, on ose presque parler d'une « Capitale aristocratique et gentille » (en français dans le texte).

— Pourquoi les gens se marient-ils ? Le supplément du « Tages Anzeiger » répond en images à cette question par un reportage photographique sur le mariage d'un couple italien en ville de Zurich. Un témoignage qui en dit peut-être plus long, à sa manière, que toutes les démonstrations verbales (3489 couples se sont unis en 1972 dans la capitale des rives de la Limmatt, tandis que 757 se séparaient). Dans le même magazine, quelques chiffres sur l'orientation politique des écoliers zurichois (une enquête menée auprès de 251 sujets) par rapport à celle de leurs parents.

La presse américaine

— Dans le numéro de fin de semaine de la « National Zeitung », le cinquième volet d'une enquête sur la presse mondiale, consacré à la presse américaine ; plus loin, une étude très complète sur le problème de l'énergie, vu à l'échelle mondiale et sur le plan suisse.